



Délégation Provence et Corse

Adresse : 31 Chemin Joseph Aiguier – 13009 Marseille

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
ACCORD CADRE PORTANT SUR LA REALISATION D'UNE
GALERIE SOUTERRAINE « PROJET MIGA » AU
LABORATOIRE SOUTERRAIN A BAS BRUIT LSBB
A RUSTREL**

Procédure concurrentielle avec négociation

***En application des articles 42 1°b de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
relative aux accords-cadres publics et 25 I 2°, 25 II 4° et 71 à 73 et 78 à 80 du décret
n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres publics***

**ANNEXE À L'ACTE D'ENGAGEMENT
ACTION D'INSERTION POUR L'EMPLOI**

EXPOSE DES MOTIFS

Le CNRS a décidé de faire application des dispositions de l'article 36 II de l'ordonnance n°2015-899 38 en incluant dans le CCAP de l'accord cadre une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique, visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail.

Le titulaire de l'accord cadre doit réaliser une action d'insertion qui doit permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le titulaire devra assurer 3 060 heures d'insertion.

Le CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Le CIE84 a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en œuvre de ce dispositif.

Le contrôle portera sur les contrats enregistrés et arrêtés, un état mensuel des heures effectuées, les bulletins de paie ou certificats de travail pour justifier des heures d'insertion, les parcours d'insertion mis en place...

Sur le nombre total d'heures de travail nécessaires à l'exécution des travaux un minimum de 3 060 heures sera donc dédié à un public en démarche d'insertion professionnelle.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, parmi les candidatures présentées ou validées préalablement par le CIE 84.

Les personnes concernées relèvent des catégories suivantes :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du R.S.A, demandeur d'emploi ou leur ayant droit ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ; les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS)
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi
- les personnes prises en charge par les structures de l'insertion par l'activité économique définies à l'article L 5132-4 du code du travail.
- les Demandeurs d'Emploi de plus de 50 ans.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Service Public de l'Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

Les modalités de mise en œuvre

1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;

2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire 1, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;

3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, le CNRS a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises.

Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec :

Isabelle de CROZALS

Facilitatrice clauses sociales CIE 84

Adresse : 1171 avenue du mont Ventoux

84200 Carpentras

Téléphone : 06 58 51 34 82

Courriel : clausecie84@outlook.fr

Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du CNRS, le titulaire communique, avant le 15 de chaque mois, les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

3 types de documents sont demandés :

- fiche de suivi des heures travaillées
- contrat de travail ou contrat de mise à disposition ou contrat de sous-traitance ou co-traitance, bulletin de salaire de chaque mois travaillé
- livret d'accompagnement socio professionnel du candidat retenu

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par le CNRS étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation de l'accord cadre prévu au CCAP.